

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N° 14 oct-dec 2007 - prix libre



**QUI CONTROLE
QUI QUID?**
LIBREMENT REPRODUISE - 2007



Tous en colère

Expulsions et contrôles policiers p. 2
Le procès de Dieu p. 3

La gueule toute verte

Vert... comme une forêt de dollars p. 4-5

Capitalisme à la

poubelle

Dur d'être bio p. 6
Histoires d'eau p. 7
Le pire des mondes p. 8-9

Mauvaises

fréquentations

Une fleur dans le désert p. 10-11

Remugles colonialistes

L'humanitaire en question p. 12

Alter-Fric ?

La banque du sud p. 13

Mauvaises lectures

p. 14

Revue de crise

p. 15

Rendez-vous

vous êtes cernés p. 16

Pour un ouvrier qui refuse de serrer la main de Napoléon IV, combien d'intellectuels de gôche lui cirent les pompes ?

Le cynisme des gouvernants est encouragé par l'opportunisme bétifiant de la quasi totalité de la classe politique et médiatique : il s'en trouve toujours un pour débusquer le côté positif des aboiements du cabot en chef !

Qui dit non ? Sommes-nous tous devenus des moutons ? Allons-nous accepter massivement d'être les acteurs passifs et contraints du reality show dit démocratique ?

Le capitalisme se moque bien de la démocratie, il lui faut aujourd'hui un pouvoir fort qui développe un contrôle absolu de la population. Il faut refuser tout contrôle, il faut combattre tout pouvoir.

Ni dieu Ni maître Ni président.

**La politique
est l'art
d'empêcher
les gens de se
mêler de ce
qui les regarde**

2 - Tous en colère

De qui dépend que l'oppression demeure...

C'était le 11 juin 2005, à La Villedieu, en Creuse. L'association Mémoire à Vif avait organisé une journée de débats, films, chansons sur le thème « Exils-Asile ».

Parmi les invités, il y avait Marina Petrella, ex-militante d'extrême gauche italienne, réfugiée en France depuis 1993. Elle faisait partie de ces militants qui, dans les années 70, avaient pris les armes pour lutter contre la violence d'Etat en Italie. Le Président Mitterrand leur ayant offert une terre d'accueil en 1985 à condition qu'ils renoncent à la lutte armée, Marina, condamnée à la prison à perpétuité, avait choisi l'exil. Le 22 août 2007 : Marina est convoquée au commissariat d'Argenteuil pour une histoire d'accident impliquant un véhicule qui ne lui appartient plus. Elle est depuis « sous écrou extraditionnel ».

Ce n'est pas la première fois que la parole donnée de Mitterrand est bafouée. Il y a eu, en août 2002, l'expulsion de Paolo Persichetti, toujours sous les verrous, et, en juin 2004, l'avis favorable donné à l'extradition de Cesare Battisti qui, en fuite, a été intercepté au Brésil en mars de cette année. Battisti, écrivain de polar connu, a bénéficié d'un soutien important dont celui de la romancière Fred Vargas.

Qu'en sera-t-il de Marina Petrella que personne ne connaît en dehors du cercle restreint des réfugiés italiens et de leurs soutiens ? A Mémoire à Vif, nous nous refusons à croire la thèse officielle du simple hasard, persuadés qu'il y a, derrière cette arrestation, la volonté politique d'un gouvernement qui multiplie les atteintes à nos droits et à nos libertés.

Hortefeux a promis 25 000 expulsions par an, et ce mois d'août donne un avant goût de ce qui attend tous ceux qui ont le malheur d'être venus chez nous en croyant y trouver une terre d'asile. Si Marina Petrella est extradée, c'est la prison qui l'attend. (...) Depuis 1985, elle s'est construit une autre vie. (...) Régularisée en 1998, elle bénéficie d'un permis de séjour jusqu'en 2009.(...)

A nous d'oser dire NON !

Danièle Restoin, présidente de Mémoire à Vif.

Vous pouvez signer la pétition de soutien à Marina Petrella sur le site : www.bellaciao.org



Anarchie23 : un blog consacré à l'anarchisme en Creuse

Ce blog politique pas comme les autres approche déjà les 2000 connections alors qu'il n'a été créé qu'en juin dernier ! On peut y trouver toutes sortes de rubriques assez intéressantes :

- les rencarts de la région à ne pas manquer,
- des textes sur l'anarchisme,
- des documents et affiches,
- des « histoires » anarchistes : bien sûr, l'affaire Sacco et Vanzetti (80ième anniversaire de leur exécution) mais aussi de « drôles » de réfugiés anars en Creuse... et bien d'autres histoires,
- un coucou aux journaux sympathisants dont, inévitablement, *Creuse-Citron*,
- des bouquins : « Du développement à la décroissance » de Jean-Pierre Terrais, « La mémoire des vaincus » de Michel Ragon... jusqu'au méconnu « Les compagnons de la Marciliague » de Pierre Marlson (livre de science-fiction édité en 1979 et aujourd'hui quasi introuvable ; cependant, il serait en voie de réédition). A signaler que Marlson habite près d'Aubusson.
- des portraits d'anars, des liens...

Bien sûr, on peut poster des commentaires, des avis, donner des infos...

<http://anarchie23.centerblog.net>



Contrôle policier au faciès sur le marché de Guéret

À la mi-septembre, par deux fois, la police guérétoise a effectué une descente très ciblée sur le marché.

Les commerçants-forains africains avaient été désignés comme « chair à contrôler ». Ce sont des personnes connues de tous qui viennent régulièrement sur le marché.

Nombre de commerçants à la peau plus claire furent choqués par une telle discrimination aux relents racistes. Même, on pouvait sentir une certaine gêne chez les policiers exécutant une telle besogne commandée par leur supérieur. Il nous paraît probable que cet ordre vienne de la préfecture. Il serait tout à fait adéquat avec le contexte de la politique d'immigration sarkosienne.

Les 25 000 expulsions, pour 2007, demandées par Sarkozy risquent de ne pas être respectées, aussi, dernièrement, des préfets n'ayant pas atteint leur infâme quota furent convoqués pour explication... et plus !

L'année dernière, les Roumains étaient de la fête, proies faciles pour faire du nombre. Mais cette année, intégration dans l'union européenne oblige, le Roumain ne peut plus être chassé ; il semblerait donc que l'on se soit tourné vers d'autres gibiers, tels l'Asiatique ou l'Africain.

En Creuse, le Turc peut être aussi assez intéressant ; il suffit de voir la dernière opération (avec, semble-t-il, hélicoptère à l'appui !) sur des bûcherons turcs. Le travail au noir était visé, mais il n'y a pas de petits profits. Tout est bon pour entretenir cet état de peur et de précarité chez certains mais aussi ce sentiment de supériorité et de « revanche » chez d'autres, pauvres bougres bluffés par une politique haineuse et manipulatrice.

Internationaliste et libertaire, **Solidarités Sans Frontière** a pour objectif d'informer sur les initiatives, activités et réalisations libertaires à travers le monde, et de soutenir les libertaires dans leur action.

Contre un système capitaliste mondialisé et face à tous les Etats, la solidarité internationale et le partage de nos luttes, expériences et réalités sont plus que jamais nécessaires.

Contact : Solibertaire@no-log.org

L'obscurantisme religieux en Creuse et ailleurs n'a pas encore baissé les bras !

Dans le numéro précédent de *CREUSE-CITRON* (« *Vade retro soutanas* »), notre « correspondant » *Elan Noir* se demandait comment « la terre limousine, sillonnée par 10 000 prêtres au Moyen-Age, avait pu devenir la région la plus anticléricale ? »

Le ridicule ne tue pas

Certes, la Creuse reste un département qui a encore gardé une certaine tradition anticléricale mais les séquelles d'un obscurantisme religieux d'un autre âge sont encore bien présentes. Même, il semblerait que ces dernières années, on puisse noter un petit regain de pratiques religieuses pittoresques voire surprenantes et, tout cela, dans l'indifférence, si ce n'est avec bienveillance, de la part d'un certain nombre d'habitants !

Déjà, il y a quelques années dans une commune près de Bourgueuf, nous avons pu être étonnés par un appel à la prière pour que la pluie tombe afin de soulager le monde paysan qui souffrait alors des conséquences d'une forte sécheresse. A l'heure du développement des études et des prévisions météorologiques (utilisées par les agriculteurs quoiqu'elles soient encore bien incertaines), il y avait de quoi surprendre les plus crédules. On ne sait si, cette année, l'appel a été réitéré mais, cette fois-ci, pour que la pluie s'arrête ! Dans une commune de Haute-Vienne (Peyrat-le-Château) près de la Creuse, depuis l'année dernière, la bénédiction des motos a été remise à l'ordre du jour. A l'heure de la sécurité routière, il y a de quoi s'interroger. Dernièrement, cet été, des ouailles de Royère de Vassivière n'ont pas hésité à faire appel à l'évêque de Limoges pour une bénédiction en grande pompe d'un quelconque déménagement d'anciennes croix de pierre. Le bulletin municipal vibre encore du compte rendu de ce moment « très fort de prière et de communion ». Et l'on pourrait citer encore d'autres exemples d'une telle irrationnalité tout aussi étonnants. A croire (!) que nous rêvons.

Offensive créationniste

Cette recrudescence du fait et de la pensée religieuse (dans notre cas, catholique

voire chrétienne) ne se cantonne pas à quelques « exorcismes » originaux réservés aux campagnes plus ou moins délaissées. Sur un plan théologique, la lutte contre « l'évolutionnisme » et pour un créationnisme moderne et offensif,



continue de plus belle et s'étend à de nombreux pays européens (pour l'instant, la France est, semble-t-il, à peu près épargnée). En Italie, c'était un Berlusconi qui voulait supprimer l'enseignement du darwinisme tant au primaire qu'au secondaire. En Pologne, c'est carrément le ministre de l'Education qui condamne publiquement l'évolutionnisme. En Angleterre, des professeurs s'élevèrent contre la décision de Blair de favoriser l'enseignement du créationnisme. En Allemagne, ce sont des parents d'élèves qui s'opposent contre une tentative du gouvernement d'encourager le créationnisme

à l'école... Et récemment, ce sont de braves musulmans (intégristes ou non) qui se joignent au cœur de ces obscurantistes bêtards : Adnan Oktar, musulman turc, diffuse gracieusement dans nombre d'établissements (entre autres français, prenant ainsi de court notre clergé national) un délirant et très coûteux « Atlas de la création ». Ne parlons pas de nos « cousins » d'outre-Atlantique qui sont déjà, depuis longtemps, totalement noyés et contaminés par ce délire mystique.

Du courage valant son pesant d'hosties

Heureusement, certains n'hésitent pas à relever le défi et à engager la lutte. C'est le cas d'un roumain (purgeant en ce moment une peine de 20 ans de prison pour meurtre) qui a porté plainte contre « le nommé Dieu, domicilié aux cieux et représenté en Roumanie par l'Eglise orthodoxe » pour « escroquerie, abus de confiance, corruption et trafic d'influence » considérant que le ci-nommé n'a jamais répondu à ses prières. En effet, Mircea Pavel déclare que : « lors de mon baptême, j'ai conclu un contrat avec l'accusé visant à me délivrer du mal. Or jusqu'ici, ce dernier n'a pas honoré ce contrat bien qu'il ait reçu de ma part différents biens et nombreuses prières ».

Le tribunal de Timisoara ne l'a pas suivi dans sa lutte et vient de le débouter (juillet 2007) estimant que « Dieu n'est pas un sujet de droit et n'a pas d'adresse » ! Dieu, en quelque sorte, n'existerait pas et, par conséquent, serait nulle part. C'est quand même une belle victoire pour tous ceux qui luttent contre tous les obscurantismes et qui, peut-être, pourra servir de base pour une future jurisprudence. Continuons le combat.

Le Corbeau masqué

Les enfants de Pétain et la démocrature.

Le chef d'établissement du collège Marouzeau, qui est aussi le 2ème adjoint à la mairie "rebelle" de Sannat (son refus d'accrocher le portrait de Sarkozy a été largement médiatisé), n'est pas digne d'exercer au sein de l'école de la République.

C'est ce que pense la milice des Jeunes Populaires de l'UMP creusoise qui l'a fait savoir en distribuant un tract aux enseignants, parents et élèves aux portes du collège guérétois.

Outre l'intimidation et le risque disciplinaire encouru par le principal, ce tract révèle la vraie nature de l'UMP : une organisation totalitaire en passe de réitérer sa "nuit de cristal" et sa "rafle du Vel'd'Hiv".

Pour nous c'est inacceptable. C'est donc résistance et sabre au clair!

4 - La gueule toute verte

Comment faire du blé avec du maïs...

Le capitalisme, c'est formidable ! Après la nourriture pour herbivores à base de résidus animaux, histoire de propager l'encéphalite spongiforme bovine, voici la nourriture pour automobiles à base d'agrocarburants, alors que près d'un milliard d'humains souffrent de la faim ! On peut faire confiance aux multinationales, qui se penchent amoureuxment sur l'immense marché qui s'annonce, pour nous faire subir les conséquences du dogme sacré du profit à court terme...

Vert... comme une forêt de dollars

Les gérants de notre système savent utiliser les « crises » que celui-ci génère pour défricher de nouveaux champs de profits.

La crise énergétique, basée sur la diminution rapide des réserves de pétrole, permet d'encaisser un surplus de royalties provenant de sa hausse actuelle et de saliver sur la rentabilité des agrocarburants, compétitifs dès que le baril atteint 70 dollars.

La crise écologique, basée sur les retombées d'une croissance incontrôlée,

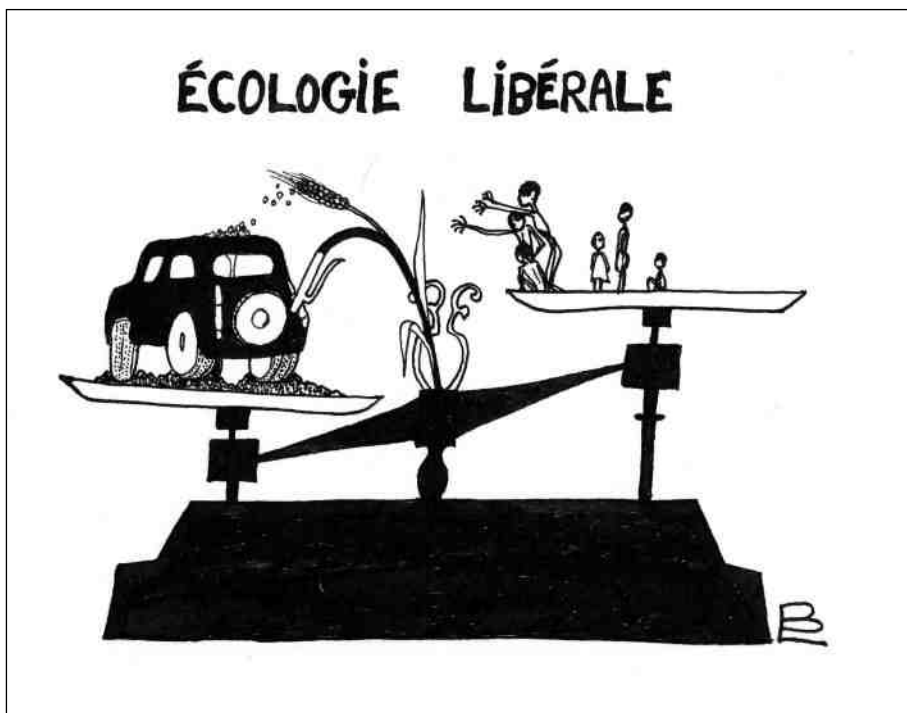
(agrochimie, machinisme agricole, ingénierie génétique...) voit d'un œil intéressé l'arrivée des agrocarburants.

Subventions publiques et capitaux privés pleuvent ; les perspectives sont alléchantes : remplacement du pétrole, diminution du CO₂, travail pour les agriculteurs... Saluons donc ces bienfaiteurs de l'humanité, merci aux céréaliers (ADM, Cargill...), merci aux constructeurs automobiles (Volkswagen, Toyota...), merci à l'ingénierie génétique (Monsanto, Syngenta...), merci aux pétroliers (Shell, Total...), merci aux

d'agrocarburants, à base de maïs et de soja, et le premier exportateur d'éthanol. Mais ils sont talonnés par le Brésil, qui a investi depuis trente ans (choc pétrolier oblige) et s'appuie sur ses plantations de canne à sucre, ses automobiles roulant à l'éthanol... Lula, bon élève du capitalisme, partisan des OGM et de l'énergie nucléaire, rêve d'un Brésil « Arabie Saoudite du carburant vert » ! Avec son « compadre » Bush il a signé un mémorandum sur les agrocarburants facilitant les accords de coopération avec des pays latino-américains ou africains pour y encourager la production. Un tel accord permet aussi de contrer le projet d'intégration énergétique de l'Amérique du Sud du vénézuélien Hugo Chavez... En effet les objectifs affichés par les « pays développés » (10 % d'agrocarburants en 10 ans pour les USA, 20 % en 2020 pour l'Union Européenne) impliquent de récupérer des terres, en grande partie dans les « Pays du Sud ». C'est le cas notamment en Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie) où se répandent d'énormes plantations de palmiers à huile et les raffineries associées.

Bio... comme une forêt qui brûle

D'immenses nuages de fumée, visibles depuis les pays voisins de l'Indonésie, dénoncent la façon dont ces terres sont obtenues dans un pays qui a perdu 72 % de sa forêt primaire ! L'huile de palme comme carburant végétal est plus destructrice pour l'environnement que le pétrole du Nigéria... Au niveau mondial, la déforestation est responsable de 21 % des gaz à effet de serre. D'autres terres sont obtenues par assèchement de sols humides et tourbeux, dégageant du CO₂ et du méthane (28 fois plus « actif »). Le magazine Science rappelle que « pour préserver le climat il serait bien plus efficace de conserver forêts et prairies que de développer les agrocarburants ». Petits paysans et populations indigènes sont chassés de leurs terres et, s'ils résistent, sont réprimés (500 Indonésiens récemment torturés). D'autre part on voit mal l'impact positif sur la crise énergétique quand on sait qu'un capteur solaire de 8 mètres de côté produit autant de chaleur que l'agrocarburant correspondant à 1 hectare de culture.



affecte gravement la planète et ses habitants. Même des politiciens comme Al Gore ou des bouffons comme Nicolas Hulot s'en inquiètent ! Ce qu'ils redoutent, c'est une remise en cause radicale de cette société mortifère : les Etats doivent rassurer par des choix « responsables et durables » ; les agrocarburants en font partie.

La crise alimentaire, basée sur les impasses de l'agriculture industrielle, se développe (qualité des aliments, pollutions, disparition des paysans...). La productivité stagne, il faut dépenser plus pour récolter moins (appauvrissement des sols, monoculture, disparition des fertilisants naturels...). L'agrobizness

chefs d'Etat (Bush, Lula...), et plus généralement merci à tous ceux qui reniflent les 100 000 millions de dollars prévus par les experts, tel le fond d'investissements Pergam : « Les millions d'hectares de maïs et de soja disponibles sont autant de barils dormant de carburant vert du style éthanol dont la demande mondiale devrait exploser dans les années qui viennent ».

Bush, Lula... et quelques autres

Certains Etats ont pris de l'avance dans un domaine déjà exploré par quelques précurseurs (en 1890 un moteur fonctionnait à l'huile d'arachide). Les Etats-Unis sont le premier producteur

Sans compter que les agrocarburants, fabriqués à partir de produits bourrés d'OGM et de pesticides, nécessitent l'utilisation d'engrais issus du pétrole !

Le plus grave est la mise en concurrence de la production des agrocarburants et des aliments pour l'utilisation des ressources en terres et en eau. Un peu partout des agriculteurs abandonnent les cultures traditionnelles ou l'élevage pour se ruer vers le mirage de l'« or vert ». Cela contribue à diminuer l'offre sur un marché mondial où la demande s'accroît (Chine, Inde...). Ainsi les produits alimentaires sont en forte hausse (blé + 60 %, maïs + 50 %, riz + 40 %, sucre, lait, viande...) pesant sur la consommation. Des réactions populaires violentes, faisant partiellement reculer le gouvernement, ont eu lieu à Mexico après le doublement du prix de la tortilla, nourriture de base à partir de farine de maïs. C'est que le traité de l'ALENA (Etats-Unis, Canada, Mexique) a permis

Engraisser le capitalisme ou nourrir l'humanité ?

Dans l'histoire, de nombreuses innovations, notamment en matière agricole, ont été mises en pratique par des groupes humains tenant compte des réalités locales, restant maîtres du choix et du rythme de leur assimilation. Dès son apparition le capitalisme s'est efforcé d'en réserver les bénéfices à une minorité et d'en sélectionner les plus juteuses pour les imposer partout et le plus vite possible, sans se préoccuper des conséquences plus lointaines. Ainsi l'utilisation des agrocarburants, déjà expérimentée à petite échelle et contrôlée par les habitants concernés, par exemple dans des coopératives agricoles du Minnesota et du Middle West, prend une allure cauchemardesque dans les serres des multinationales. Bien sûr des associations de protection de l'environnement informent des risques, avec parfois certains succès comme en



Tout baigne dans l'huile

Le terme agrocarburants recouvre une famille diversifiée de carburants obtenus à partir de biomasse végétale (plantes cultivées, déchets de culture). Essentiellement d'origine industrielle, deux grands types sont en usage : les agrocarburants purs et les mélanges avec les produits pétroliers.

Agrocarburants purs :

– HVB (huiles végétales brutes) obtenues par pressage de plantes oléagineuses (colza, tournesol, soja, huile de palme...). Elles ont l'avantage de pouvoir être produites localement et à petite échelle. Utilisées pour les moteurs diesel, ceux-ci doivent être modifiés, sinon un second réservoir contenant du gasoil est nécessaire notamment pour le démarrage.

– Ethanol obtenu à partir de la fermentation de plantes sucrières (betterave, canne à sucre) et de céréales. Au Brésil et aux Etats-Unis, il est utilisé dans des moteurs à essence modifiés.

Mélanges :

– Biodiesel obtenu par réaction d'huiles végétales avec du méthanol. Il est ensuite mélangé à du diesel, dans une proportion inférieure à 30 %. En France, on le connaît sous la marque diester.

– ETBE (ethyl-tertio-butyl-ester) est un mélange d'éthanol et d'un dérivé pétrolier (isobutylène). Mélangé à l'essence dans une proportion maximum de 15 %, il a de meilleures performances que l'éthanol.

En attendant le mythique moteur à hydrogène (horizon 2040 ?) les industriels évoquent le miracle des agrocarburants de « deuxième génération », ou BTL (biomass to liquids) obtenus par production de biogaz à partir de matières ligneuses et cellulosiques (bois, déchets agricoles) qui serait ensuite liquéfié. Mais ils investissent peu dans cette filière, la hausse actuelle du prix du pétrole accentuant la rentabilité des agrocarburants de première génération.

De toute façon un rapport du ministère de l'Industrie reconnaît qu'il est économiquement et écologiquement plus intéressant d'utiliser la biomasse pour se chauffer que pour produire des carburants...



au maïs américain d'envahir le marché dans un pays où fut « inventé » le maïs par les peuples mayas, occasionnant au passage la disparition de 1,3 million d'emplois !

Des africains suppriment un repas face au prix des denrées. Un institut de Washington, l'IFPRI, estime que le prix des aliments de base risque de progresser d'un tiers d'ici 2020, sachant qu'une augmentation de 1 % précipite 16 millions d'humains dans l'insécurité alimentaire ! Les vautours s'y préparent : « Les matières premières agricoles sont des actifs extrêmement peu chers pour lesquels la demande est en train d'exploser et pour lesquels l'offre s'affaiblira » (BNP). Rappelons que la quantité de céréales nécessaire pour remplir un réservoir de 4x4 suffit à nourrir un être humain pendant 1 an...

Allemagne où le gouvernement envisage de supprimer les subventions versées aux centrales fonctionnant à l'huile de palme. Mais ce sont les paysans qui sont directement visés, poussés par force ou par mirage médiatique à renoncer à leur vocation de nourrir l'humanité. Leurs choix individuels et collectifs, leurs luttes ont un rôle essentiel. En particulier, comment va réagir le Mouvement des Sans Terre (MST) brésilien, plus grand mouvement paysan mondial, directement agressé par les choix de Lula, que certains de ses dirigeants avaient pourtant contribué à faire élire ?

Elan Noir

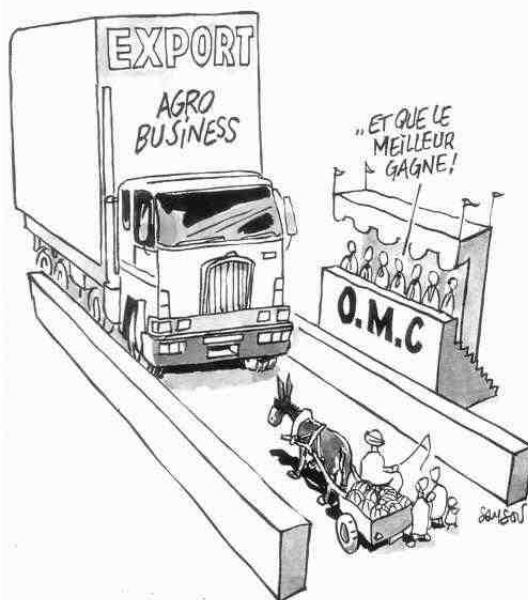
6 - Capitalisme à la poubelle

Productivisme et safer contre agriculture bio

Stéphane habite à St Vaury, il est propriétaire d'un terrain d'un peu moins de deux hectares sur lequel heureusement il n'a pas attendu d'avoir un statut d'agriculteur pour planter des arbres fruitiers. Il apprend que la ferme L. à côté de chez lui est à vendre. Très motivé pour s'installer en agriculture bio, il postule pour en acquérir une petite partie en proximité : 3 ha sur les 50 qui la constituent. Ceci lui permettrait d'atteindre la surface minimum d'installation (4.4 ha en Creuse). Ils sont 11 en lice et par un curieux hasard tous se désistent sauf Stéphane et le GAEC voisin en production bovine et porcine de 180 ha. Première embûche pour Stéphane, la SAFER* donne un délai de 15 jours (minimum légal) pour rendre son dossier alors que la loi autorise jusqu'à 2 mois. Un peu court pour avoir les conseils techniques de l'association de Groupement des Agriculteurs Bio du Limousin (GABLIM) et de la chambre d'agriculture. Le 27 Juin la SAFER émet un avis défavorable au prétexte que son dossier n'est pas assez étoffé techniquement en raison de la qualité agronomique médiocre des 3 ha demandés. Stéphane ne se résigne pas et pour protester contre cette décision scandaleuse, plante sa toile de tente sur le parc de la mairie, fait signer une pétition, alerte de nombreuses associations, des syndicats et des partis politiques. Il écrit à la mairie, au préfet, au conseil général, au conseil régional, au ministère de l'agriculture, au ministère de l'environnement et au président de la république. Une manifestation pacifique est organisée devant la mairie de St Vaury le 4 juillet réunissant une centaine de personnes. Le 11 juillet devant tant d'agitation le comité de direction régional décide de suspendre le dossier jusqu'au prochain comité technique départemental du 5 septembre. Stéphane revoit son dossier avec l'autorisation du président de la SAFER et en présence des instances préfectorales creusoises en se portant candidat sur la totalité de l'exploitation, mais, conscient des difficultés que cela pourrait générer, il se déclare prêt pour un partage équitable. Mais nouvel électrochoc, la SAFER attribue l'intégralité des terres au GAEC. En lot de consolation, Stéphane se voit proposer une parcelle de 5 ha qui appartient à son concurrent, située à 10km de ses terres et bâtiments sans aménagement et agrandissement possible. Le refus de l'autre acquéreur de trouver un compromis semble venir des contraintes d'épandage de sa production

porcine hors sol, car un étang se trouve sur les 3ha et la loi interdit l'épandage des lisiers à moins de 500m des étangs piscicoles. Si l'on considère qu'un ha est un carré de 100m sur 100 on voit qu'une grosse partie (78.5ha) de l'exploitation intensive serait déduite de la surface d'épandage. Pourtant Stéphane avait seulement prévu que ce point d'eau serve d'arrosage d'appoint pour ses fruitiers. Nous espérons qu'une solution satisfaisante pour lui sera trouvée. Cette affaire (une de plus) est représentative du fonctionnement de notre société hiérarchisée et du comportement de ses responsables (chiens de garde de l'état et du capital en tous genres) et institutions toujours opérationnels pour protéger les intérêts des

disparition de nombreuses petites exploitations et donc aggravé le chômage, accentué les déséquilibres entre régions et la désertification rurale, entraîné la perte de fertilité des sols, détruit des paysages bocagers, causé la diminution de la qualité des aliments, favorisé la mainmise des grandes firmes sur les réserves génétiques, compromis l'autosuffisance alimentaire du Sud. Difficile de faire mieux en si peu de temps. L'injustice, la force, la violence, l'usurpation ont contribué à la confiscation des meilleures terres, à la formation de domaines fonciers très étendus, de fortunes considérables, l'héritage assurant, d'une génération à l'autre, la reproduction des ces inégalités.



riches et des notables et sa capacité à refouler et humilier ceux qui ne rentrent pas dans le moule de la compétition et du gaspillage, du toujours plus, de la pollution généralisée, du comportement suicidaire collectif, de la fuite en avant scientifique (résoudre les problèmes par les techniques et modes de pensée qui les ont engendrés!).

Le système productiviste a non seulement endommagé des siècles d'agriculture, mais encore bouleversé profondément le tissu social. En divers endroits, ce sont des liens qui se brisent, toute une culture qui disparaît, un patrimoine qui part en lambeaux, des traditions qui se perdent dans l'uniformité ambiante d'une société qui s'est crue libérée à jamais des contraintes naturelles élémentaires.

En 30 ans l'agriculture capitaliste productiviste a hypothéqué nos ressources en eau, mis en péril la santé des agriculteurs et des consommateurs, provoqué la

*Sociétés d'Aménagement Foncier et Rural.

Les SAFER sont censées suivre les directives nationales afin de favoriser l'installation des jeunes agriculteurs, ont des droits de préemption et de réexamen des prix de cession, doivent freiner les concentrations abusives et les baux de complaisance.

En fait, lorsque les terres libérées sont examinées en Commission Départementale d'Orientation Agricole, on peut se demander si tout n'est pas joué, et si la magouille, le copinage, les montages sociétaires bidons, la cogestion de la FNSEA n'ont pas fait leur œuvre.

Cet article a été rédigé par Jérôme à partir du communiqué de presse du GABLIM du 07/09/07 et de la brochure de Jean-Pierre Tertrais « Pour comprendre la 'crise' agricole » au éditions du Monde Libertaire-Paris

Qui boit le bouillon ?

Par décision du 05 juillet 2007, le conseil municipal de Guéret votait à l'unanimité un avenant portant sur la prolongation de 2 ans du contrat d'affermage de la gestion de l'eau à l'inévitable société S.A.U.R (Société d'Aménagement Urbain et Rural). Cet avenant concerne aussi la remise en fonctionnement de la très coûteuse usine de traitement de Courtille ainsi que sa gestion.

Creuse-Citron dans son numéro 12 (pages 3 et 4), s'était posé justement la question du retour à la régie municipale.

Entretien avec Serge Cédelle, adjoint au maire insubmersible, spécialiste de ces affaires :

Question : le contentieux avec le maître d'oeuvre Gaudriot porte-t-il sur le choix du traitement de l'eau à l'ozone et filtration sur membrane ou sur les mauvais résultats du débit de traitement?

Qui était le chef de projet de Gaudriot?

Quel était le coût des travaux?

Réponse : il s'agit de déterminer qui endosse les responsabilités, c'est à dire le maître d'oeuvre ou les entreprises qui ont effectué les travaux, entreprises avalisées par la ville après appel d'offres. Le choix des membranes était-il bon... De plus il n'y a pas eu réception car au moment des tests, ça ne marchait déjà pas bien.

Il faut s'attendre à un règlement très long du contentieux car avec Valorga pour les déchets ménagers ça a duré 12 ans...Mais la ville espère gagner et récupérer 900 000€.



Commentaire : Pour rappel, Valorga est une entreprise spécialisée dans la méthanisation et le compostage des déchets ménagers. La ville l'avait sponsorisée pour construire une unité de transformation mais l'initiative progressiste a fini en eau de boudin judiciaire.

Il est vrai que l'affaire peut traîner un peu, la ville de Nîmes finit à peine de régler l'ardoise de 4,9 millions d'euros que lui a laissé Valorga.

Le cabinet Gaudriot a déposé son bilan en 2004 et, de plus, il doit (par décision de justice, en 2007) plus de 1,4 million d'euros à ses anciens actionnaires sans compter les amendes à hauteur de plus de 46 000€. Guéret attendra

Q : L'expert judiciaire a préconisé la filtration sur sable, qui normalement existe déjà dans le traitement par l'ozone. C'est le poste le plus onéreux : 230 000€ + 300 000€ de génie civil sur les 760 000€ de la totalité des travaux. A ce prix là, vous conservez quelque chose de l'usine actuelle ?

R : Oui, il y avait déjà une filtration sur sable, mais le bac actuel est trop petit ; il sera agrandi de 32 m².

C : En gros, il faudrait tout refaire mais l'art du politicien est de dire les choses autrement ...

Q : La Saur va effectuer les travaux de remise en fonctionnement pour un coût de plus de 760 000€... et cela sans hausse du prix de l'eau ?

Est-ce la Saur qui s'est proposée en premier ou la ville qui l'a contactée ?

Sans l'intervention de la Saur on nous dit que le prix de l'eau augmenterait de 65%... ça ressemble à une forte pression, voire un chantage, acculant la ville à prolonger son affermage. La ville n'a pas voulu s'endetter quitte à se vendre à la Saur ?

Cette décision surprenante a été votée à l'unanimité au conseil municipal. L'opposition était-elle présente ce jour là ?

R : L'opposition était en partie présente (il nomme : Roubinet Weber et Thomas, ndlr), et en accord avec la proposition.

Vu l'importance des travaux et son coût, la ville a contacté la Saur. L'échéance de son contrat de l'eau était en 2007 et celui de l'assainissement : 2009.

L'objectif de la ville était de ramener tous les contrats à la même date : 2009, donc à la fin des affermagés. Il faudra les renégocier.

Le coût des travaux peut paraître énorme, mais sachez que la Saur a accepté car en présentant les choses autrement ses frais ne seraient que de 1 euro au m³ pendant 2 ans. La consommation annuelle d'eau pour Guéret est de 830 000m³.

C : Pour un prochain numéro, nous

poserons les mêmes question à l'alter ego UMP de Serge Cédelle ...

Q : A la fin des contrats en 2009, que pourra encore faire la ville ? Y aura-t-il un retour possible à une régie communale, comme Royère de Vassivière, par exemple, qui a fait ce choix ?

R : En 2009 il y aura le choix entre l'affermage après avis d'appel d'offre en marché public. Le choix de la régie n'est pas exclu, mais elle ne pourrait être totale car la maintenance demande des compétences que nous n'avons pas. Il faudra alors bien faire appel au privé. Mais le relevé des compteurs d'eau, par exemple, entrerait facilement dans le champ de la régie communale...

C : Cet homéopathe social-démocrate se fout bien du monde, la municipalité guérétoise possède suffisamment de matériel de TP et emploie assez de personnel compétent pour entretenir le réseau d'eau potable sans faire appel à une maintenance privée.

Nos élus ruraux surmandatés et techniquement insuffisants se déchargent facilement sur des sociétés spécialisées dont ils deviennent rapidement dépendants, entraînant le citoyen-contribuable loin du contrôle de ses besoins primordiaux.

Par deux fois la ville de Guéret s'est faite embrouiller et y a laissé quelques plumes... nos plumes, et la leçon serait mal apprise ?

L'avis de l'Union Fédérale des Consommateurs sur la gestion de l'eau

«La clé d'une meilleure gouvernance de l'eau reste dans les mains des élus locaux» qui «lors de la renégociation de leur contrat (...) doivent envisager sérieusement l'opportunité d'un retour en régie publique».

8 - Capitalisme à la poubelle

Le pire des mondes possibles A propos d'un livre récent sur les bidonvilles

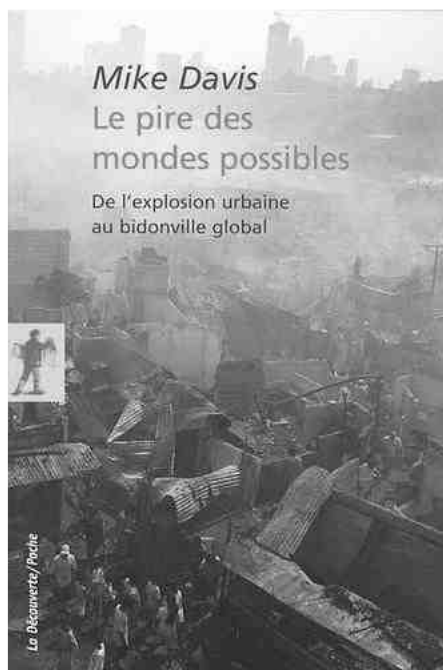
Il y a près de quarante ans, Bernard Charbonneau, pour décrire l'évolution des pays modernes qu'il voyait s'accélérer sous ses yeux, développait le concept de "banlieue totale" (Le jardin de Babylone, 1969, rééd. 2003, EDN). On peut mesurer le chemin parcouru depuis : c'est désormais au "bidonville global" qu'il faut penser si l'on veut essayer de se faire une idée exacte de l'état actuel de l'humanité, et de l'impasse où elle se précipite à vive allure. Le livre de l'Américain Mike Davis dresse un tableau très documenté de la situation, et lance certaines pistes pour comprendre ses causes. L'ouvrage est une espèce de compilation de travaux de sociologues ou de rapports officiels, consacrés aux bidonvilles d'aujourd'hui. Il ne faut donc pas tant y chercher de réflexions très approfondies sur notre société, qu'un simple constat : c'est déjà beaucoup. L'auteur nous permet de nous représenter la vie de ces gens – par des analyses comparatives, des témoignages, des descriptions de la vie quotidienne. On plonge ainsi le regard dans ce qu'il faut bien appeler le « reniement achevé de l'homme », et l'on n'en sort pas indemne.

L'avenir

Ce que le livre démontre d'abord d'une manière incontestable, c'est que le bidonville contemporain, et les abominables conditions de vie qu'il impose à ses habitants, n'est pas une réalité "périphérique", même importante, de notre monde, un défaut grave qu'il faudrait corriger : il en est une réalité centrale, ne fût-ce que par la proportion d'hommes et de femmes qui y vivent (d'après l'ONU : près d'un milliard en 2001). Et surtout, il en est une réalité destinée à devenir toujours plus prépondérante, au vu de son développement exponentiel. D'après les chiffres exposés, il n'est pas exagéré d'envisager que le bidonville soit "l'avenir de l'humanité".

Le constat pourrait amener une réserve : comme toute catégorie statistique, le mot bidonville peut recouvrir des réalités fort différentes dont toutes ne seraient peut-être pas si terribles. L'auteur s'attache donc à décrire dans le détail les diverses réalités que recouvre ce mot. Il s'efforce de couper court à toute vision qui conduirait à minimiser la misère extrême des conditions de vie de ces habitants (il

avance notamment les caractéristiques officiellement recensées en matière de revenus, de ration alimentaire, d'accès aux soins, d'espérance de vie,...). Il insiste aussi sur le caractère radicalement nouveau de la situation : nouveauté due d'abord au changement d'échelle, à la fois des bidonvilles ou plutôt des "mégabidonvilles", et de la vitesse de leur développement.



Concentration et précarité

C'est d'abord l'extrême concentration de la population, avec ses redoutables conséquences, qui caractérise le mégabidonville et sa forme spécifique de misère. De vieux centres urbains, d'anciens villages, peuvent devenir des bidonvilles, si leur population se voit multipliée par 10 ou 50 en quelques décennies. De même, la construction en matériaux moins précaires n'améliore pas nécessairement la situation. Le chapitre "L'écologie du bidonville" expose en détail comment un certain taux de concentration de la population produit mécaniquement des conditions de vie qui, comme le dit l'auteur, se situeraient, dans une "échelle de l'inhumanité", juste avant le camp de concentration. Si malgré ces conditions, les habitants parviennent à survivre un certain temps, c'est parce que persistent des solidarités communautaires héritées d'avant; mais à un certain degré de lutte pour la survie, ces solidarités elles-mêmes ne peuvent

plus tenir et se décomposent.

L'autre grande spécificité du bidonville, c'est son caractère illégal : la majorité de ses habitants sont des squatters. Bien évidemment cela n'implique pas en soi une quelconque misère; mais dans le cas des bidonvilles, cela conduit à une extrême précarité, à la fois pour les habitants, et pour les nouveaux "quartiers" dans leur ensemble. Pour que se constitue une ville, il faut du temps et une certaine stabilité, nécessaires à toute "sédimentation" et élaboration des créations sociales. A l'opposé de ces longs processus, le développement accéléré des banlieues produisait déjà cet aspect de chaos informel si peu habitable. Avec le bidonville, dont les habitants sont périodiquement chassés plus loin, et leur habitations et maigres biens détruits, cette précarité inhospitalière atteint son paroxysme.

Un air de famille

Le livre de Davis serait insuffisant s'il se contentait de décrire avec force détails ce cauchemar; son intérêt est aussi d'en élucider les principales causes, et donc les responsables. Car évidemment les mégabidonvilles ne sont pas tombés du ciel. Dès lors, le plus frappant pour le lecteur, c'est la familiarité des processus qui sont décrits : destruction planifiée par les instances internationales des services publics et des industries mises en concurrence à l'échelle mondiale, paupérisation accélérée des "classes moyennes", spéculation immobilière effrénée sur les centres villes,... ce sont en fait exactement les mêmes phénomènes que ceux que l'on voit dans nos pays, mais à un degré et avec une violence plus grands. On n'est donc pas surpris d'apprendre que c'est essentiellement sous les auspices du FMI et de la Banque mondiale que les bidonvilles et leurs populations se sont mis à croître de plus en plus depuis les années 70.

Davis raconte par exemple les conditions qui sont faites à ces populations obligées de s'installer à des dizaines de kilomètres des centres urbains – où ils doivent quand même se rendre pour grappiller un peu de travail ou d'argent -sans transports en commun ni évidemment voitures; obligées, bien que squatters, de payer des espèces de loyers

Capitalisme à la poubelle - 9

informels aux bureaucraties locales contre une relative et provisoire sécurité de logement, puis finalement chassées encore plus loin par des promoteurs installant à leur place telle population un peu moins misérable.

Le déracinement

Mais la raison principale de l'explosion des bidonvilles, c'est l'exode rural que connaissent tous les pays pauvres avec l'intégration forcée de leurs paysanneries au commerce mondial ; et donc la destruction des cultures d'autosubsistance, et la « faillite » généralisée à des populations entières. Un paysan, au sens authentique du mot, même très pauvre, peut toujours, tant qu'il conserve l'accès à la terre, travailler pour essayer d'assurer par lui-même sa subsistance et celle des siens. En milieu urbain, sa survie dépend de la possibilité de trouver du travail, c'est à dire de ce que l'économie globalisée veut bien faire de lui.

Il semble qu'à l'heure actuelle le nombre de paysans dans le monde soit sensiblement le même que le nombre d'habitants des "villes", mais à brève échéance, ces derniers vont devenir majoritaires et participer ainsi au développement tentaculaire des bidonvilles.

Pour le dire rapidement, une société où les activités de subsistances deviennent secondaires et où la paysannerie devient minoritaire n'est pas tenable. Si ce modèle s'est maintenu un petit temps dans les pays riches, c'est parce qu'il y avait le reste du monde à pressurer pour le faire tenir. Maintenant que la logique aveugle du capitalisme conduit à sa généralisation à l'ensemble de la planète, il apparaît pour ce qu'il est : une folie

que le progrès technique a donné en temps l'illusion de rendre possible – mais qui ne l'est qu'au prix du sacrifice de l'humanité et de ses civilisations.

L'usine-monde

Mike Davis nous explique la fonction qu'occupe les bidonvilles dans la production globale : leurs habitants appartiennent en effet souvent à ce qu'il appelle « la classe ouvrière informelle mondiale ». En effet si le manque de ressources et donc le chômage sont leur fléau principal, il ne faut pas en déduire qu'ils ne travaillent pas du tout. Ils constituent au contraire une réserve de main d'œuvre absolument flexible, travaillant quand ils en trouvent l'occasion, c'est-à-dire trop rarement pour s'assurer un revenu minimum, mais constituant néanmoins, vu la taille des populations concernées, une force de travail considérable. Ils participent donc pour une grande part à la production globalisée et ses gigantesques taux de profits, via des chaînes d'employeurs sous-traitants eux-mêmes parfaitement informels et précaires. Le livre décrit comment le capitalisme le plus sauvage, et les formes d'exploitation les plus brutales, se reproduisent à l'intérieur même des bidonvilles, entre leurs habitants ; constituant ce que l'auteur appelle « un musée de l'exploitation », au plus grand bénéfice du capitalisme le plus moderne.

Notons que l'ouvrage de Davis ignore une cause non négligeable des bidonvilles : l'humanité en est à un stade de son histoire où elle doit impérativement maîtriser consciemment son développement démographique, sa natalité. Or notre époque est plus que

jamais inconsciente et irresponsable, sur cette question comme sur toutes les autres : une telle maîtrise par une population n'est en effet possible que sur la base de la justice, du partage équitable des ressources. Sinon il y a la régulation autoritaire à la chinoise, qui est horrible et ne marche même pas, ou le chaos et l'explosion démographique folle sur fond de paupérisme absolu. C'est ce qui advient partout dans le tiers-monde.

Le cul-de-sac

L'auteur ne cherche pas à proposer une solution à la situation. Au contraire, il s'attache à démonter les fausses promesses ; celles du soi-disant socialisme des pays dits anti-impérialistes ; ou celles des programmes d'aide au développement d'ONG téléguidées par les mêmes institutions internationales qui organisent la misère. La dernière recette-miracle en date, nouvelle idéologie officielle de la Banque mondiale, prône le micro-crédit et « l'entrepreneuriat informel » : c'est-à-dire en fait l'approfondissement du capitalisme sauvage. L'ouvrage se termine sur les seules perspectives qui semblent s'ouvrir pour ces « hommes en trop », ce « milliard d'individus[...] sans emploi ou sous employés[...] que l'on ne peut intégrer, ni aujourd'hui, ni plus tard, dans l'économie et la société ». L'auteur évoque les stratégies des futures opérations de combats contre-insurrectionnels de l'armée américaine dans les bidonvilles de la planète. Mais il ne se fait aucune illusion pour autant : si insurrection il y a, elles ressembleront sans doute plutôt à des explosions désespérées de populations dépossédées de tout, et devant faire face à une conjonction de problèmes et d'obstacles plus terribles que ce qu'eût jamais à affronter une révolution.

Le mépris de l'humanité au fondement du capitalisme, et du monde industriel qu'il a constitué, a été aperçu il y a bien longtemps, et régulièrement redécouvert depuis. De ce point de vue, ce livre ne fait que nous instruire des dernières mutations en cours. C'est une chose utile d'offrir, pour qui garde un peu d'humanité et de dignité, une boussole aussi précise et définitive.

Cédric

Mike Davis : Le pire des mondes possibles ; de l'explosion urbaine au bidonville global. La Découverte, 2006.



10 - Mauvaises fréquentations

ASTOU - « Une fleur dans le désert » du Sénégal à la Creuse pour un vrai partage

Installés à Vallansanges - Puy-Malsignat près d'Aubusson depuis le 1er juillet 2007, Tessa et Oumar Ba, couple franco-sénégalais, transfèrent leurs activités associatives avec le Sénégal dans la région. Créée en 2002, l'association ASTOU "Une fleur dans le désert" a pour vocation de réaliser des tous petits projets qui ne font pas parler d'eux, mais qui, petit à petit, tapissent le pays. Qu'il s'agisse de : vendre en France des arachides grillées par une Mbouroise et de lui reverser les bénéfices pour qu'elle puisse construire sa maison ; ou encore faire créer des jouets africains par des jeunes prisonniers pour leur enseigner un métier et les donner aux salles de lecture/ludothèques des quartiers ; financer des puits pour réaliser du maraîchage qui permettra aux villageois de produire les légumes qu'ils consomment... toutes ces actions sont menées sur le même principe : donner les moyens à des Sénégalais de se développer sur la base d'activités qui respectent leur culture et leur style de vie.

Pourquoi avoir choisi le Sénégal ?

Tessa : Au départ, le hasard, schéma classique : vacances, une fois, deux fois... dix jours, puis un mois... Coup de foudre pour une population si positive et riche malgré les difficultés, le manque de beaucoup de choses, auquel s'ajoutent la corruption et le népotisme omniprésents. J'avais beaucoup voyagé auparavant, et j'étais souvent frustrée de ne pas revoir toutes les personnes rencontrées - moi, j'avais les moyens d'aller jusqu'à eux, mais eux, non ! - J'ai ressenti un besoin fort de tisser des liens durables et profonds, d'échanger sans la « barrière de la langue » avec des gens possédant une culture, une histoire, une vie, des relations sociales complètement différentes. C'est bouleversant et c'est certainement la principale raison de mon choix de « me fixer là » !

Qu'est-ce qui t'a donné l'envie de tenter cette aventure ?

Tessa : Oumar, qui m'a présenté des instits passionnants enseignant à cent mômes par classe avec un seul livre faute de moyens, pas de tableau ou alors pas de craie, quelquefois dans une classe en palissade de paille, pour un salaire équivalent à la moitié du loyer qui n'est pas forcément versé tous les mois, qu'il faut aller chercher à la capitale. Oumar m'a également conduit dans des cases de santé où des infirmiers doivent faire face à toutes les urgences, à l'aide de peu de médicaments, dont les patients n'auront pas les moyens d'acheter les médicaments prescrits ! J'ai été fascinée par la capacité à se débrouiller néanmoins, sans moyens, avec un optimisme et une résistance au découragement permanents. Notre mécanique de base « les collectes dynamiques » était née : collecter du matériel en France (des livres, du

matériel médical, puis plus tard des jouets d'éveil, des chaussures et vêtements pour enfants, de l'informatique...), confier des bagages à des touristes, les récupérer sur place et les distribuer à la structure partenaire de l'association.



Oumar : Au Sénégal, les moyens manquent, mais pas les idées, ni les bonnes volontés. En France, les gens ont beaucoup de choses dont ils ne se servent pas ; nous avons pu ainsi acheminer durant les trois premières années près de quatre tonnes de matériel, par petits colis et non par containers entiers, ce qui est plus facile pour trier correctement les dons. J'étais chargé de récupérer les bagages auprès des touristes et de distribuer aux partenaires.

Tessa : Notre système de collectes dynamiques ne coûte rien et pourtant il a permis de créer des bibliothèques, d'aider des structures de santé.

Tous ces dons donnent l'espoir à tous les acteurs locaux et surtout permettent l'espoir pour les plus jeunes dont ils s'occupent.

Pourquoi ne pas avoir rejoint une association existante, ayant pignon sur rue ?

Tessa : J'ai essayé, mais sans succès ! Je pensais arriver avec mon idée et l'appliquer à mon échelle, mais aucune de ces grandes organisations n'a daigné me répondre. Je ne le regrette pas d'ailleurs aujourd'hui, car elles sont très mal perçues sur place, j'ai vu des sénégalais cracher sur les 4 x 4 des ONG.

Pourquoi cette hostilité ? Qu'est-ce que la population leur reproche ?

Oumar : C'est simple ! De ne rien faire... et d'employer l'argent à autre chose que l'aide à la population, comme leurs locaux, leur train de vie ou l'achat de gros véhicules qui sont de véritables provocations quand ils passent à toute vitesse dans les villages ! De planifier de grands programmes qui ne sont pas concrets pour les populations, mais avant tout de n'avoir pas pris la peine de comprendre les sociétés africaines pour mener leurs projets, de caresser les politiciens dans le sens du poil, de profiter du système et du soleil, sans chercher à s'intégrer à la culture au sein de laquelle ils sont accueillis...

En quoi Astou - Une fleur dans le désert - serait-elle différente ?

Tessa : Il faut savoir qu'il existe de multiples associations d'aide au Sénégal : les grosses ONG internationales comme PLAN, AIDE ET ACTION, CROIX ROUGE, ENDA... dont je viens de parler, ainsi que les petites, créées à l'initiative de touristes ayant visité une partie du pays avec un guide sympathique, qui les a invités dans son village, présentés à sa famille. Ces associations sont souvent fondées sur de

Mauvaises fréquentations - 11

très bonnes intentions mais des postulats erronés : "ils n'ont pas de livres scolaires, on en a des vieux : on va leur donner !" Mais que fait-on des manuels du programme officiel africain ? Dans notre organisation, nous avons le privilège de connaître la langue, les ethnies, les préoccupations, les contraintes, les tabous, les conventions, tout ce qui régit la culture sénégalaise et ne peut en être écarté...



Oumar : Nous sommes au service des Sénégalais qui font appel à nous pour concrétiser un projet qui leur tient à coeur mais qu'ils ne peuvent mettre en oeuvre, faute de moyens (achat de grandes gamelles pour les fêtes qu'un collectif de femmes va louer ; fourniture de graines à des villageois pour des potagers, création d'un cybercentre associatif pour financer les activités d'un quartier, garderie, cours d'alphabétisation...), mais ce n'est pas seulement de l'argent, c'est aussi des bénévoles qui vont installer ces cybers, travailler avec les villageois, apporter du matériel ou encore créer des salles de lecture pour les quartiers, car les enfants n'ont pas les moyens d'acheter des livres et les bibliothèques sont vides ! Nous cherchons avant tout à tisser des liens avec des structures qui sont déjà au service de la population, même sans moyens, où qu'elles se trouvent au Sénégal, même dans les endroits les plus reculés.

Vous n'avez pas peur de vous éparpillez avec tous ces axes de travail ?

Tessa : On me demande souvent cela, mais nous avons tant de demandes que nous ne voulons décevoir personne. Je préfère démarrer huit salles de lecture avec 50 livres, dès que j'ai 400 livres, plutôt que d'en terminer une seule. Je ne souhaite pas non plus me cantonner dans un seul lieu (nous avons près de vingt cinq partenaires dans tout le Sénégal), ni que le village soit dépendant de l'association. En ce qui concerne les constructions, je pense que c'est à l'Etat sénégalais d'assurer la construction des infrastructures, et surtout je ne souhaite pas réaliser des projets qui ont l'air spectaculaire et s'avèrent rapidement inutiles. Je m'explique : nous avons des demandes incessantes d'aide pour des « cases de santé » ou des « cases des tout petits » dont les bâtiments ont été financés mais qui n'ont aucun matériel ! A quoi sert d'avoir une garderie sans jouets, ni matelas, ni personnel formé (si c'est au village d'assurer l'encadrement) ! Il faut savoir qu'il y a des accords avec des pays comme le Japon, qui construit un peu partout des bâtiments en échange de décennies de pêche dans les eaux sénégalaises ! Il y a, par ailleurs, un scandale autour des systèmes de désalinisation de l'eau dans la Région du Saloum, qui ont été installés par les japonais quand ils pêchaient dans cette zone, qui sont en panne, non réparables à présent, alors que les japonais sont partis car il n'y a plus de poissons... ce n'est plus leur problème !

Comment agir efficacement ?

Tessa : Il faut travailler directement avec la population, sans s'appuyer sur les autorités. Il faut prendre en compte tous les aspects de la vie sénégalaise, les aspirations profondes des gens (fonder

une famille, construire une maison), passer les messages de sensibilisation en douceur, ne pas arriver avec des idées toutes faites et un projet qui ne soit pas en cohérence avec la culture, respecter les hommes et les femmes, bref, ne pas arriver comme des conquérants qui savent tout et vont montrer comment il faut faire.

Comment peut-on vous aider, avez-vous besoin d'aide ?

Tessa : nous avons toujours besoin d'aide, que ce soit pour trouver des fonds, qui serviront à financer des puits par exemple pour des potagers, pour acheminer du matériel, nous aider à trouver des touristes ou des groupes, ou pour certaines opérations d'expos/ventes dans des entreprises, qui nous permettent de soutenir de nombreux corps de métier (tailleurs, femmes qui font de la vannerie, sculpteurs, handicapés de la polio qui fabriquent des objets avec de la récupération de boîtes de conserve, artistes peintres...) ou encore pour partir sur place travailler à un projet, selon les compétences du bénévole. Nous avons par ailleurs un site internet qui est très complet www.astou.org, que je vous invite à visiter. Vous saurez tout ce qu'il faut savoir sur notre structure et notre travail au Sénégal, vous aurez les échos des bénévoles qui ont travaillé sur place...

*Contact : asso.astou@netcourrier.fr
06 26 06 07 21 ou 09 61 25 83 45 Tessa
et Oumar BA - Les Vélières -
Vallansanges - 23130 Puy Malsignat -
Association française loi 1901*



**La religion existe depuis que le premier hypocrite
a rencontré le premier imbécile**

Humanitaire ou fraternité ?

En ces temps d'injustice exponentielle, l'humanitaire se développe dru, concomitamment avec le tourisme. Il est à la mode, et comme on entend couramment monsieur tout le monde dire qu'il a "fait" la Mauritanie et que l'année prochaine il "fera" la Thaïlande, on trouve sur le blog d'X, au chapitre "Mes passions", l'humanitaire entre le saut à l'élastique et le thalasso. Dans l'ivresse de tout ce bien dispensé avec tant de plaisir on perd un peu de vue que l'épouvantable condition constatée par tout touriste dans les PMA (Pays les moins avancés) a des causes concrètes, de celles qui permettent aux uns de prendre l'avion trois fois par mois avec le pétrole des autres, lesquels se passeront à vie de chaussures. Il est de l'humanitaire comme du commerce équitable, comme de la charité : ils n'existent qu'entre riches et pauvres. Et le lien de causalité qui unit l'existence des riches à celle des pauvres est un peu éludé dans cette grande laverie de l'humanitaire.

Dans le cas des pays africains et de la France, le touriste ou l'humanitaire, si leurs occupations leur laissent un peu de loisirs, pourraient s'étonner que la moitié des 30 000 militaires français déployés à l'étranger se trouvent en terre africaine, même en l'absence de tout conflit.

Les bases permanentes se trouvent au Gabon, au Sénégal, à Djibouti, au Tchad et en Côte d'Ivoire. La France a passé avec moult pays des accords "de sécurité et de défense" sur lesquels l'Assemblée Nationale n'a eu la curiosité de se pencher qu'en 2000 (ils existent depuis les années 60). Ces accords sont parfois doublés de "Conventions de maintien de l'ordre", entendez de quadrillage des populations. C'est officiellement le cas en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Tchad (1).

Nul humanitaire ne s'est étonné, fin juin, à Dakar, de voir le directeur général du groupe Bolloré, en proie à un caca nerveux, convoquer le président Wade pour qu'il s'explique sur le non renouvellement de la concession du terminal à conteneurs du port. En Afrique, les PDG français traitent les chefs d'Etat comme des laquais. À Dakar encore, Sarkozy s'est lâché récemment et a prononcé le discours paternaliste qu'il n'aurait jamais osé servir à Bongo, provoquant l'indignation de nombreux intellectuels africains.

La présence des militaires français au Sénégal n'a pas été remise en question, non plus que les juteuses concessions des grandes entreprises françaises sur les ressources sénégalaise. En revanche, si on est Sénégalais, on est prié d'être post-doctorant pour mériter une carte de séjour en France.



Il y a deux façons de s'attaquer à l'effroyable différentiel qui existe entre les pays exploités et les pays exploités, quand on est ressortissant d'un pays exploitateur : l'engagement politique et l'engagement humanitaire.

On peut penser qu'un homme comme Vershave (2), qui n'a pratiquement jamais mis les pieds en Afrique, a pourtant beaucoup œuvré pour la cause des africains. Survie (3) est une association qui ne prétend leur donner que le respect dû à tout être humain. Réclamer justice auprès de nos gouvernants, pour ceux que nous considérons comme nos frères, vaut peut-être mieux que chercher à adoucir leur sort sans le remettre en question.

Certaines ONG, c'est vrai, sont à l'origine de véritables révolutions. C'est le cas de Tostan, fondée au Sénégal par une américaine, Molly Melching, sous l'influence et avec le soutien de Cheikh Anta Diop, illustre historien sénégalais. Celui-ci jouissait d'une très grande considération en Afrique, pour ses travaux de chercheur et son intégrité. En Europe, il était évidemment très controversé pour avoir osé démontrer que les Africains avaient une histoire, qui pourrait bien être celle de l'humanité toute entière.

Le travail de sensibilisation et d'éducation réalisé par Tostan a conduit 35 matrones, en 97, à Malicounda, à s'engager dans la lutte contre l'excision. Ces femmes palabrent de village en village depuis 10 ans. Elles ont convaincu les

marabouts, qui à leur tour ont persuadé la population dans plus de 2000 villages, d'abandonner l'excision et les mariages précoces. La dynamique a gagné des villages maliens et burkinabés. Ormisi Molly, les 400 membres de l'association sont africains.

Le travail de certaines ONG est remarquable. C'est le principe de l'humanitaire qui est mauvais, parce qu'il accepte l'injustice et la distribution des rôles qui en découle. On finit par ne plus considérer que la racine du mal réside dans l'état de sujétion des uns par rapport aux autres. Non, il suffit que les riches soient gentils avec les pauvres. Mais si nous devons payer le pétrole africain, l'uranium africain, le bois africain et j'en passe, à un prix normal, nous ne serions plus si riches, et ils ne seraient plus si pauvres. Qui est prêt à se battre pour rouler moins, être plus pauvre, ne plus crouler sous les merdes à bon marché ?

Qui ? Ce ne serait pas de l'humanitaire, au contraire. Ce serait de la fraternité.

Laurence Biberfeld

Notes

1. La présence militaire française en Afrique est d'actualité en permanence. Dernier exploit en date, le soutien à bout de bras du régime du dictateur centrafricain Bozizé et, par là, de son armée qui sème la terreur (exécution sommaires, incendies de villages...). Un fait, tout récent, passé inaperçu : un avion militaire américain a été touché par des tirs touaregs alors qu'ils ravitaillaient des troupes maliennes en lutte contre ces « insurgés » dans le nord du pays. L'« armée » américaine, très discrètement, est donc arrivée au Mali !

2. François-Xavier Vershave (1945-2005) était membre fondateur de l'association Survie qu'il présidait depuis 1995. Spécialiste des relations franco-africaines, il a, entre autres, forgé et décrit le fameux concept de la « Françafrique » (politique africaine, occulte et « criminelle », de la France). Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont deux font référence : « Françafrique » (1999) et « Noir silence » (2000).

3. L'association "Survie" milite, en particulier, pour l'assainissement des relations franco-africaines. Voir CREUSE-CITRON n°12.

Banque du sud

En Europe, le président Chavez éveille des sentiments mitigés. Certains le trouvent aussi sexy que Berlusconi -mais jamais Berlusconi ne se serait mis les couilles sur le billot avec un référendum d'initiative populaire susceptible de le destituer. Chavez a le cœur sur la main ; la preuve, non seulement il soigne et éduque les miséreux qui forment son électorat grâce à la manne pétrolière, mais il organise des ventes de fioul à prix réduit pour les familles nécessiteuses des USA. Et puis il vend du pétrole pas cher à Livingstone, le maire de Londres, pour que ses pauvres puissent se déplacer. Livingstone, en retour, lui dépêche des aréopages d'experts. Le très conservateur Barnes a failli en avaler son dentier. Comment l'une des villes les plus riches du monde peut-elle accepter l'aide de ce vanu-pied ? Chavez fait rire, ravit ou inquiète. Mais le Venezuela de Chavez, en lançant l'idée d'une Banque du Sud et en concourant à sa naissance, a fait entrer la résistance latino dans une phase offensive.

Les institutions de Bretton Woods, FMI et Banque Mondiale, règnent depuis 60 ans sur l'ordre économique mondial, avec les résultats que l'on sait. L'effondrement économique de 1997 a poussé les pays asiatiques à créer un Fonds monétaire asiatique pour parer aux attaques spéculatives, mais sans affronter le FMI et la BM, dont les politiques inhumaines ont suscité et aggravé la crise. Il faut croire que les latinos souffrent de la folie des grandeurs. Les voilà qui, ayant remboursé prématurément leur dette, bottent le cul des élégants représentants de la finance internationale. Pire, ils ne se contentent pas de créer un fonds monétaire régional, ils prétendent créer aussi une Banque du Sud. Une Banque qui reconnaisse juridiquement les droits humains (la BM proclame ne pas être liée par eux). Qui applique le principe : un pays, une voix (à la BM c'est proportionnel au pognon versé). Dont les dirigeants et employés soient justiciables (ceux de la BM jouissent de l'immunité). Dont les archives soient publiques (celles de la BM relèvent quasiment du secret défense). Et qui ne s'endette pas sur

les marchés de capitaux. Le tout pour financer un développement endogène odieusement égoïste à l'échelle de la région, mais qui a vocation à s'élargir à tous les pays du Pacifique. Rien que ça.

Ça couvait depuis un moment. Ces cin-

LE RESPECT SE PERD



glés de latinos n'en sont pas à leur coup d'essai, depuis que Chavez a pris le pouvoir au Venezuela, on ne les tient plus. Un type qui crée l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques) avec des bolcheviks dans son genre, la Bolivie, Cuba, Haïti, le Nicaragua, l'Equateur. Qui rachète la dette des potes (Argentine et Bolivie) pour hâter leur émancipation. Qui dilapide le fric du pétrole en prêts aux pays plus pauvres et en investissements sociaux, on croit rêver. Qui est arrivé au pouvoir par les urnes (comme Hitler et le FIS) mais qui réitère, le bougre, malgré la présence hostile d'observateurs internationaux et les campagnes hystériques des classes possé-

dantes ulcérées qu'on donne un peu la parole à leurs ouvriers et leurs domestiques.

À vrai dire je me fous de Chavez, quoique ce soit le seul homme politique au monde dont l'insolence me mette en joie, quand par exemple il dit que le Venezuela retire son fric du FMI parce que ce n'est pas une boîte sérieuse.

On peut bien sûr être inquiet pour la Banque du Sud. Si on en croit la feuille argentine "Pagina 12", le brouillon des statuts proposés début juillet par Kirchner et Chavez ressemble à ceux de la Banque mondiale. De la part de Kirchner, on comprend, mais on se demande si Chavez lit ce qu'il écrit. Il n'y est question que de finances et de compétitivité, à tel point que le petit Equateur a proposé une copie alternative rougissante qui réserve les prêts aux entreprises publiques, aux petits producteurs, au secteur coopératif, aux communautés indigènes... et en exclut les méga-projets transnationaux, fussent-ils du cru.

Dans l'Amérique latine anti-états-unienne, deux projets politiques se mélangent et s'affrontent. L'un est libéral et réformiste, celui de Lula, Kirchner, celui du Mercosur, qui vise à créer une zone autonome comparable à l'Union européenne. L'autre est socialiste au sens ancien du terme, celui de l'ALBA, de Chavez, Castro, Morales, etc... Mais dans tous les pays, même les plus réformistes comme le Brésil ou les plus satellisés comme le Mexique, les peuples s'organisent, ouvrent leur gueule et cherchent à imposer leur volonté, à exercer leur autonomie. C'est de cette résistance de fond que vient le grand tournant à gauche de l'Amérique Latine. Chavez, tout matamore qu'il soit, le sait sans doute mieux que Lula, qui se retrouve à faire tirer la troupe sur les sans-terre.

Un laboratoire politique existe bien de l'autre côté de l'Atlantique. Pensez-y, quand la rhétorique des conservateurs chatouillés par la tentation réactionnaire vous paralyse.

Ni la politique ni l'histoire ne sont finies. Au contraire de la France, l'humanité est jeune, pauvre, et inventive.

Laurence Biberfeld

Abonnement à Creuse-Citron

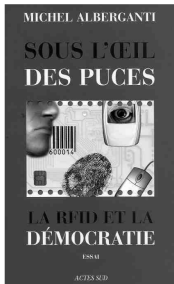
Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5€ (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10€ (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100€ (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Citron Libre et adressez-le à Creuse-Citron C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre.

14 - Mauvaises lectures



Sous l'oeil des puces

Michel Alberganti : *Sous l'oeil des puces, la RFID et la démocratie, Actes Sud 2007.* <http://www.smallbrothers.org/>

C'est une enquête très approfondie sur le fonctionnement, les applications et les perspectives des puces RFID (Radio Frequency Identification). Après les diverses puces électroniques, les codes-barres, les différents procédés biométriques, la RFID constitue un véritable espionnage automatique extrêmement vicieux et dangereux. Elle est présentée comme un simple perfectionnement technique de systèmes existants alors qu'elle constitue une véritable révolution aux impacts dévastateurs sur la vie privée. La dissémination de ces Small Brothers (en référence au Big brother de Georges Orwell) va accentuer les risques de confusion entre le réel et le virtuel. Nous devons « apprendre à nous mouvoir dans la cinquième dimension qu'est en passe de créer la matrice virtuelle. Une dimension qui s'ajoutera aux trois qui définissent l'espace et à celle du temps. Avec une complexité particulière liée au fait que les quatre dimensions du monde physique n'obéissent pas aux mêmes règles dans l'univers virtuel ». A cela, la conjonction techno-sécuritaire qu'offre la RFID, ouvre des perspectives totalitaires jamais connues à ce jour basées

sur une « idéologie dominante aujourd'hui – considérant que la sécurité ne peut être obtenue que par la généralisation de l'espionnage et de la sanction ». Le pouvoir, quasi illimité, qui sera alors conféré aux autorités (à l'Etat), ne laissera pas la moindre place à une quelconque liberté individuelle. Celle-ci deviendra tout simplement une « notion dépassée, obsolète » !

Nous ne parlons pas de fiction ; d'ailleurs le passage aux êtres vivants a déjà commencé : le puçage électronique existe déjà pour les animaux domestiques. Il sera obligatoire pour l'ensemble du cheptel ovin et caprin de la CE au 1er janvier 2008... Quant aux humains, quelques volontaires débiles l'utilisent déjà dans des boîtes de nuit à la mode (Barcelone, Rotterdam...). A nous de réagir et de résister le plus rapidement possible pour que le pire ne relève pas d'une simple banalité quotidienne.

Autre texte à lire sans attendre :

Collectif *Pièces et Main d'Oeuvre : Nanotechnologies / Maxiservitudes, L'Esprit frappeur 2006.* <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/>

Pour une certaine élite, la nanotechnologie n'est qu'une des quatre « Technologies convergentes », dites NBIC (Nanotechnologie, Biotechnologie, Sciences de l'Information, Sciences cognitives). Celles-ci « ne sont pas un projet scientifique mais politique et philosophique, un projet d'eugénisme et d'artificialisation de la vie ». Nous pouvons le résumer ainsi : « Si les sciences cognitives peuvent le penser, les nanotechnologies peuvent le construire, les biotechnologies peuvent l'implanter et les technologies de l'information peuvent le surveiller et le contrôler » !



Tinariwen, le blues Touareg

Au début des années 70, la naissance du groupe Tinariwen est liée à la situation d'exil et d'errance du peuple Touareg. Originaire du nord du Mali, il est le symbole d'une génération qui a osé prendre les armes pour défendre sa dignité et sa liberté, face aux états maliens et nigériens issus du colonialisme français. Synthèse du rock, du blues et de la tradition, la musique de Tinariwen est hypnotique, lancinante, ponctuée de riffs acérés à la guitare électrique. Les textes expriment la souffrance, l'amour et la révolte de tout un peuple.

Préférant désormais la guitare électrique à la Kalaschnikov, Tinariwen accompagne ses concerts de conférences militantes sur la culture Touareg, s'inscrivant ainsi dans la ligne des Imazighen pour la reconquête de leur souveraineté perdue.

A voir : Teshumara, les guitaristes de la rébellion touareg, de Jérémie Reichenbach
A écouter :

Tinariwen : « Amassakoul » et « Aman Iman » (Universal)

Mais aussi :

Toumast (en concert cet été à Guéret) : « Ishumar » (Wagram)

Tartit : « abacabok » (Wagram)

Le monde n'est pas une gourmandise

Gil : *Le monde n'est pas une gourmandise (dessins against tout), Editions No Pasaran, 2007.*

Voici une compilation de dessins-illustrations aux origines bien diverses : journaux militants, revues alternatives, affiches, fanzines rock, punk et tout le reste... Un régal ! Vingt ans d'humour dévastateur à la fibre antifasciste bien affirmée, mais pas seulement. Les cibles choisies donnent une petite idée de ce dessinateur politiquement incorrect : M. Charles (Pasqua), Anarchie en Chiraquie, Anarchie en Mitterrandie, Anarchie en Sarkozie, 1990 : Twist à Ko-weit City, Partout le bruit des bottes, Le

Pen porcherie, No future la nature, Cheveux ras, idées courtes... jusqu'aux Présidentielles 2007.

Gil a commencé avec des « gribouillis subversifs » pour Le Monde Libertaire vers la fin des années 70. Puis il se lancera dans l'aventure du magazine REFLEXes en 86 pour rapidement fréquenter les collectifs et musicos antifascistes avec leur pléiade de fanzines politiques plus ou moins déjantés. En 90, après Babylone (Paris), c'est Poitiers avec la campagne et surtout l'incontournable Fanzinothèque (partie prenante des quatrièmes Journées Editions et Bandes Dessinées Indépendantes qui ont eu lieu en octobre sur Le Plateau de Mille-vaches en Limousin). Aujourd'hui, Gil continue son combat graphique, toujours sans concession, tous azimuts avec dé-

zingage garanti à tous les étages politiques.

A signaler qu'on peut utiliser tous les dessins à condition de citer la source et que ce ne soit pas à des fins marchandes.

Site avec plein de dessins : <http://graf-gil.free.fr>



Toujours beaucoup de choses bien intéressantes dans la nébuleuse libertaire des publications écrites de langue française.



Alain Bihl continue son exploration de « la novlangue du néolibéralisme » dans le dernier *A Contre Courant* (n°187 sept. 2007) avec un douzième mot qui est « liberté ». Il nous rappelle que c'est « cette langue qui enseigne la soumission volontaire au monde actuel, en le faisant passer pour le meilleur des mondes ou, du moins, le seul monde possible ». Et il espère que cette critique sémantique « permettra à tous ceux qui subissent ce monde de se (ré)approprier un langage adéquat à leurs propres intérêts et facilitant les combats émancipateurs » !

Signalons une petite brochure (beaucoup plus citoyenne !) sur le même sujet, *Lexique évolutif*. Contact : vincentglenn@no-log.org ou voir le site : www.politiquedudechiffre.blogspot.com

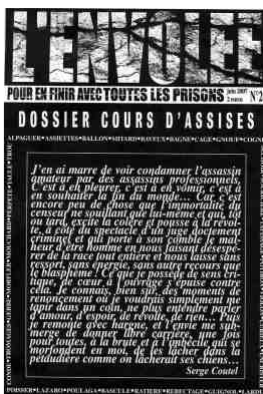
La « cabanisation » était un des thèmes abordés dans un forum lors des deuxièmes rencontres nationales des Objecteurs de croissance qui eurent lieu cet été près de Royère de Vassivière. *CQFD* de septembre (n°48) nous propose un texte sur le combat que mènent certaines autorités contre ce phénomène de résistance et d'autonomie qu'est la cabanisation... et c'est pas triste ! Comme le dit clairement le titre de l'article : « Les cabanes, En cabane ! ».

Alternative Libertaire (n°165 sept. 2007) nous propose un « kit de démontage idéologique » dans le cadre de « Trop de Sarko tue le Sarko » (espérons que cela soit vrai !). Dans ce texte, les arguments du programme politique de Sarkozy y sont démontés un à un pour mieux pouvoir affirmer qu'un autre projet de société est tout à fait possible.

On peut trouver aussi dans ce numéro, une critique du dernier essai autobiographique de Virginie Despentes, King Kong théorie dans lequel elle traite

du viol, de la prostitution et de la pornographie. Il y a là de la polémique à très haute densité ; d'ailleurs nous reviendrons, peut-être, là-dessus dans le prochain Creuse-Citron.

Le journal *L'Envolée* (journal critique du système carcéral et judiciaire, et du monde qui le génère) vient de se voir condamner pour diffamation, en moins d'une demi-heure, en l'absence de son avocat et de tout témoin ! Tout cela à propos de témoignages de prisonniers sur de violents tabassages par les célèbres Eris (Equipes Régionales d'Intervention et de Sécurité).

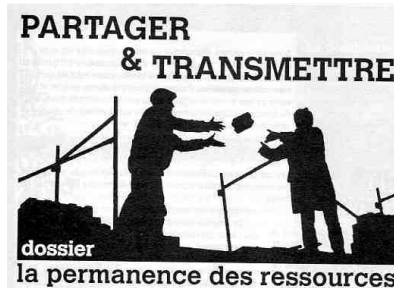


Le tribunal a reconnu que *L'Envolée* « décrit maladroitement une situation bien réelle... mais cela constitue tout de même, à ses yeux, un fait répréhensible. On croit rêver ou, plutôt, cauchemarder ! Son numéro de juin (n°20) contient un dossier sur les « cours d'assises » avec toujours de nombreux courriers de détenus, tracts, lettres ouvertes... Il rappelle aussi clairement leurs analyses (que nous partageons) : « S'attaquer à l'enfermement, c'est forcément s'en prendre aussi à tout ce qui fabrique, réforme, perfectionne le contrôle social hors des murs des prisons : le formatage des citoyens dès le plus jeune âge, le salariat précarisé ou à perpète, l'urbanisme qui flique les villes et quadrille les espaces sont bien le pendant de la construction des prisons.

L'enfermement carcéral joue un rôle social de repoussoir ; il produit une peur nécessaire au maintien de cette société.

En ce sens, c'est bien plus qu'une simple répression, qu'un moment de contrôle, de sanctions des actes délictueux : c'est un ciment nécessaire à l'Etat pour permettre au capitalisme de continuer à se développer dans ses nouvelles formes ».

Le débat sur le « revenu garanti » est au centre de nombreuses interrogations et polémiques militantes depuis ces dernières années. *No Pasaran* de septembre (n°61) en a fait son dossier



« Permanences des ressources ». Divers articles alimentent la réflexion : cela va de « la fin se déduit des moyens » jusqu'à « la permanence des ressources » en passant par « la production sociale : au-delà de l'emploi » ou encore « les revendications sociales : revenu garanti et gratuité »...

Le 11 novembre, pour beaucoup de creusois (et d'autres compagnons), c'est l'occasion d'un rassemblement devant le monument aux morts pacifiste de Gentioux avec son « Maudite soit la guerre ». La revue d'histoire populaire *Gavroche*, dans son dernier numéro (n°151) revient sur la guerre de 14-18 et, en particulier, sur un épisode très peu connu qu'est celui des « fusillés pour l'exemple anglais ».

En effet, ces exécutions barbares ne



concernèrent pas uniquement des Français, 300 soldats anglais furent condamnés à la peine de mort (d'autres nationalités eurent aussi leur quota de suppliciés). A noter que près de Gentioux, à Royère de Vassivière, le fusillé creusois « pour l'exemple », Félix Baudy a laissé une trace dans un morceau de granit funéraire.

Un autre article attire l'attention du lecteur, c'est celui qui est consacré à l'étonnant poète, écrivain, traducteur, anarchiste que fut Armand Robin (« Nos vies sans Armand »). Au début des années soixantes, il finira sa vie à 49 ans, retrouvé mort à l'Infirmierie spéciale de la Préfecture de police de Paris. Comme quoi il n'y a rien de nouveau sous le soleil sécuritaire, une rencontre avec la police peut être fatale ! On peut aussi consulter le site : <http://armandrobin.org>

Francis Laveix

16 - Vous êtes cernés

Mémoire à Vif **Vendredi 9 et Samedi 10 novembre 2007**

en partenariat avec le Cinéma Le Lido et le Théâtre de l'Union, CDN de Limousin - LIMOGES



Vendredi 9 Novembre Cinéma Le Lido

18h : *les sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick (USA 1957)

20h30 : *Quatre de l'infanterie* de Georg Wilhelm Pabst (Allemagne 1930), en présence de Michel Boujut, critique de cinéma

Samedi 10 Novembre au Théâtre de l'Union, à partir de 15h30

Projections : *Adieu la vie, adieu l'amour - les mutineries de 1917 au Chemin des dames* de Gérard Raynal (France 1998)
Comme une blessure, vidéo réalisée par une classe de Limoges sur le monument aux morts de Gentioux

Débat : en présence de Jean Pierre Verney, Jacques Tardi et Michel Agnoux
Représentation théâtrale à 20h30 : *Mémoires d'un rat*. Texte de Pierre Chaine, écrit en 1917, adapté par Christine Bussière et interprété par Alain Stach

Concert : Dominique Grange, accompagnée au piano par Philippe Mira

RENDEZ-VOUS

le 11 NOVEMBRE

à GENTIOUX

Rassemblement antimilitariste à 11 heures à Gentioux, devant le monument aux morts pacifiste.

A partir de 12h 30 au Villard (entre Gentioux et Royère de Vassivière), repas des partageux : buffet libertaire composé des victuailles apportées ou non par chacun. et aussi tables de presse.



Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.

Bar *L'Avant-scène*, Centre Jean Lurçat.

Champagnat : Snack-bar *Aux deux Pas d'là*.

Champagnat / St Domet : Etang de la Naute

Champagnat : Bar *Le Relais* Montelladonne

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.

Chavanat La Roussille : Le Papillon rouge

Crocq : La taverne du Crocquant, 47 grande rue

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat.

Limoges : Local associatif "Undersounds", 6 rue de Gorre.

Royère : Bar *L'atelier*.

Sardent : Bar *Chez Bichette*

Bar *Chez Josiane*

St Laurent : Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers et bien sûr dans les manifs et rassemblements

Creuse-Citron est également téléchargeable en version PDF sur : <http://cnt87.org/>

Numéro réalisé avec le logiciel libre SCRIBUS. Téléchargeable sur : www.scribus.net/

Plateformes : Linux, MacOS X, Windows
IPNS



Le week-end des 8 et 9 décembre 2007, au château de Ligoure (15km au sud de Limoges)

Deuxièmes rencontres de Limoges entre les membres et sympathisants du CIRA du grand ouest, de la région parisienne et pourquoi pas du sud-est aussi, pour approfondir le projet de création d'un CIRA à Limoges.

27-31 mai 2008

Cité Beaubreuil, à Limoges

5ème Forum Social Limousin

Infos : 05 55 35 51 24 ou <http://fslimousin.free.fr>



Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les

Courrier postal : Creuse-Citron
C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Réunion autour du projet de Refuge des résistances

Armand Gatti

Samedi 17 Novembre à 17h Salle des fêtes de Peyrelevalde

Autour d'Armand Gatti, de Pierre Coutaud, de leurs amis limousin du plateau, de Limoges (cercle Gramsci) ou de Tulle (Peuple et Culture), le projet émerge, se construit, se fédère. Il n'est ni limité, ni arrêté. Encore en devenir. Ses promoteurs veulent le partager et l'élargir et appellent tous ceux qui se sentent concernés ou attirés par cette expérience à venir les rejoindre. La réunion du 17 novembre est programmée pour présenter le projet en ses limbes et l'accompagner avec tous ceux qui sont motivés par cette idée urgente et nécessaire : il faut résister. Pour en savoir plus et pour participer : contact : Pierre Coutaud, maire de Peyrelevalde email : p.coutaud@wanadoo.fr ; Blog : <http://refugegatti.canalblog.com>

informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 13

La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.